

## Faits saillants

- Environ 600 personnes ont fui leurs villages dans le Territoire de Masisi suite à l'insécurité.
- Plus de 43 000 personnes ont besoin d'une assistance multisectorielle dans les territoires de Beni et de Walikale.

## Contexte général

Dans le Territoire de Walikale, la localité de Ntoto, à l'ouest de Walikale centre, serait vidée de sa population suite à l'incendie des maisons le 20 janvier par des miliciens Raia mutomboki de la localité voisine de Nsindo. Cette attaque s'inscrit dans le cadre d'une rivalité qui oppose depuis l'année dernière deux factions de la milice Raia Mutomboki, la faction de Ntoto et celle de Nsindo. Des affrontements en cours entre ces deux factions ont touché également d'autres localités environnantes dont la localité de Brazza. Le bilan de cet incident n'est pas encore connu en raison de l'inaccessibilité de la zone par manque de route.

Ces deux derniers mois, les affrontements entre ces deux factions de Raia Mutomboki ont fait plusieurs dégâts tant matériels et humains. Les humanitaires estiment que la faible présence des services étatiques de maintien de l'ordre favorise ces affrontements avec des conséquences sérieuses sur la protection des civils. Le renforcement de l'autorité de l'Etat dans la zone épargnerait les civils des souffrances qu'ils endurent suite à l'activisme de ces miliciens.

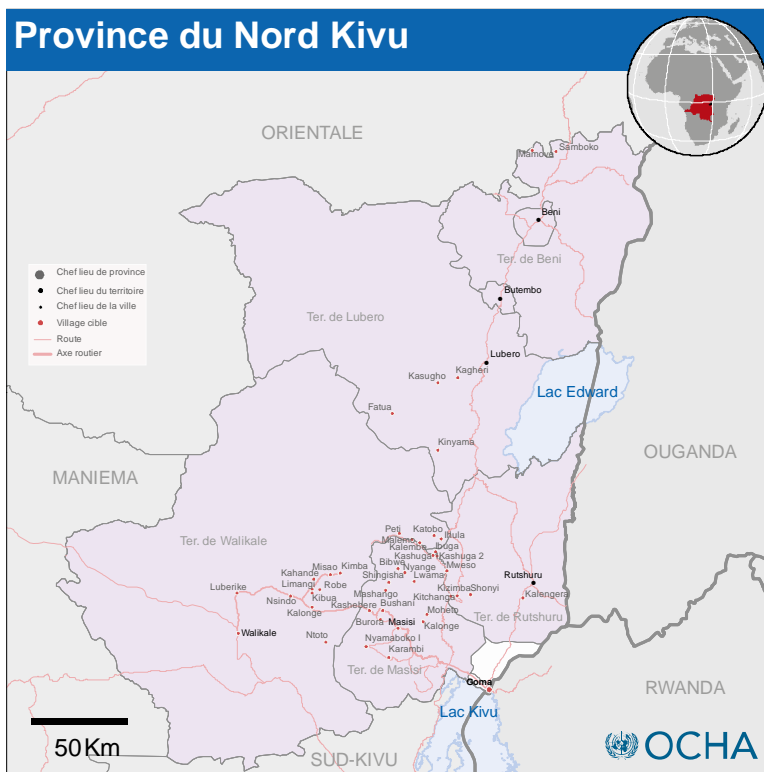
## Mouvements de population

- Environ 600 personnes (157 ménages) nouvellement déplacées ont trouvé refuge dans une dizaine de localités dans la zone de Kitchanga, dans le Territoire de Masisi. Selon des sources locales, ces personnes ont fui l'insécurité causée par l'activisme des groupes armés ainsi que les risques d'une probable intervention militaire contre les éléments des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), l'ultimatum de désarmement volontaire leur donné par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ayant expiré depuis le 02 janvier dernier.

## Besoins et réponse humanitaires

### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Plus de 3 200 personnes déplacées vivant dans les sites de Burora et de Bushani (nord-ouest de Masisi centre) ainsi que leurs communautés hôtes auront facilement accès à l'eau potable grâce à la réhabilitation des réseaux de distribution d'eau par l'ONG Norwegian Church Aid (NCA). Les travaux de réhabilitation du réseau de distribution d'eau de Burora ont pris fin depuis le 16 janvier, tandis que ceux de Bushani sont en cours. L'accès limité à l'eau potable, notamment dans les zones affectées par des conflits, expose des milliers de personnes – les déplacés ainsi que leurs communautés d'accueil – à des maladies d'origine hydrique dont le choléra.
- Suite à l'arrivée d'autres déplacés dans les localités de Kasugho et Kagheri (à l'ouest de Lubero), l'ONG Solidarités international, partenaire du programme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), a lancé le 16 janvier les travaux d'aménagement de cinq sources d'eau ainsi que la construction de 250 latrines et de 25 douches d'urgence. Solidarités International a rapporté la présence de 945 ménages déplacés lors d'une évaluation menée dans ces deux localités, du 3 au 12 décembre 2014. Ces déplacés – environ 945 ménages selon une évaluation de



Sources: OCHA & partenaires.

Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte. Carte créée le 28/01/2015.

décembre 2014 – sont arrivés dans cette zone en novembre en provenance de Fatua (sud-ouest de Lubero) où ils ont fui des affrontements entre les miliciens de Nduma Defense of Congo (NDC) et les FDLR.

### Besoins non couverts / Alertes

#### **Multisectoriel**

- Plus de 18 000 personnes déplacées se trouvant dans les localités de Mamove (14 400 personnes) et de Samboko (3 667 personnes) ont besoin d'une assistance multisectorielle, selon une évaluation menée du 15 au 20 janvier par l'ONG SOCOAC. Ces déplacés occupent huit sites publics dont des écoles et églises et n'ont reçu aucune assistance depuis leur arrivée en décembre. Ces personnes ont fui des massacres des civils survenus dans les localités de Malibo, Musuku et Ahili, en Province Orientale. Dans le secteur de l'éducation, 82,6% des enfants déplacés et 50% des enfants autochtones ne vont pas à l'école dans ces localités, selon une évaluation multisectorielle y menée par l'ONG Solidarités international / RRMP en janvier 2015.
- Plus de 25 000 personnes déplacées (environ 5 100 ménages) seraient signalées dans les localités de Kashebere, Kibati et environs, et à Kibua, dans le Territoire de Walikale, selon des sources locales. Ces déplacés ont fui des localités situées sur l'axe Kibua – Limangi – Robe – Misao entre novembre et décembre 2014 suite aux risques sécuritaires liés, d'une part, aux opérations militaires conjointes de l'armée congolaise (FARDC) et de la mission onusienne ( MONUSCO) contre les groupes armés et, d'autre part, suite aux affrontements en décembre entre des factions Raia Mutomboki dans la zone de Ntoto. Par ailleurs, les déplacés se trouvant à Kibua (2 500 ménages) n'ont pas encore été assistés ; ils sont arrivés après le ciblage de bénéficiaires.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo  
*Annarita Marcantonio, Chef de sous-bureau, OCHA Nord-Kivu, marcantonio@un.org, tél. +243 81 70 61 343*  
*Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 81 70 61 295*  
*Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750*

**Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net)**